



Biographies des membres du jury

Maude Barlow, Canada



Présidente du Conseil des Canadiens et cofondatrice du Projet planète bleue, voué à la reconnaissance du droit à l'eau. Maude Barlow préside le conseil d'administration de l'organisme Food and Water Watch de Washington et fait partie du conseil de l'International Forum on Globalization de San Francisco et du World Future Council de Hambourg.

En 2008-2009, elle a été conseillère principale en matière d'eau auprès du président de l'Assemblée générale des Nations Unies. Maude Barlow a signé et cosigné seize livres, dont le best-seller international *Vers un pacte de l'eau* et sa dernière publication, *Blue Future: Protecting Water For People And The Planet Forever*. Maude Barlow a reçu onze doctorats honorifiques au cours de sa carrière ainsi que de nombreux prix, dont le prix Right Livelihood de 2005 (surnommé le Nobel alternatif), le prix Hommage 2008 des Prix canadiens de l'environnement, le prix de la réalisation environnementale exceptionnelle du Jour de la Terre 2009 ainsi que le prix EarthCare Award en 2011, la plus haute distinction internationale décernée par le Sierra Club aux États-Unis.

Mireille Fanon-Mendès-France, France



Mireille Fanon-Mendès-France est présidente de la Fondation Frantz-Fanon et experte aux Nations Unies. Par ses écrits et par ses engagements, Mireille Fanon-Mendès-France lutte contre le racisme et le colonialisme, en défendant l'autodétermination des peuples. La Fondation Frantz-Fanon est née de la pensée et de l'engagement anticolonial de Frantz Fanon, essayiste, philosophe, ethno-psychologue et psychiatre engagé contre les multiples formes d'oppression. La Fondation Frantz Fanon est un lieu de mémoire, de rencontre et de réflexion de la pensée anticoloniale, ainsi qu'un lieu de partage et d'éducation populaire pour la construction d'une société internationale fondée sur la solidarité entre les peuples. Mireille Fanon-Mendès-France œuvre au sein du groupe de travail sur les Afrodescendants au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Elle fait également partie de l'Association internationale des juristes démocrates et du Conseil scientifique d'ATTAC.

Nicole Kirouac, Québec, Canada



Fille d'un père mineur et malarticoise d'origine et de cœur. D'abord enseignante, par la suite animatrice pédagogique au programme Multi-Média pour finalement s'orienter en droit et y poursuivre une carrière de plus de 22 ans devant les tribunaux comme membre du Barreau du Québec depuis 1984. S'engager et se battre pour une plus grande justice sociale est la ligne directrice de son engagement professionnel et personnel depuis plus de 40 ans. À titre d'exemples : membre du c.a. de la CEQ (Centrale de l'enseignement du Québec) au début des années 1970, vice-présidente du Regroupement provincial des garderies sbl du Québec fin 1970, présidente fondatrice du Regroupement provincial des maisons d'hébergement pour femmes en difficulté au début des années 80, chargée de projet en Haïti fin 89 et début 1990, vice-présidente du Syndicat des avocats et avocates de l'aide juridique du Québec et a aussi été bâtonnière du Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue. Depuis août 2007, impliquée bénévolement dans le dossier sur les mines, entre autres, comme personne-ressource pour le Comité de vigilance de Malartic et du Regroupement des citoyens du quartier sud de Malartic depuis août 2010.

Gérald Larose, Québec, Canada



Gérald Larose, professeur et chercheur, est une figure emblématique de la lutte pour les droits des travailleurs au Québec. Après avoir fait des études de maîtrise en théologie et en service social à l'Université de Montréal et entrepris une carrière comme travailleur social, il a ensuite fait sa marque au sein du mouvement syndical québécois en dirigeant la Confédération des syndicats nationaux (CSN) durant seize ans (de 1983 à 1999). Il a renoué avec ses premières amours en devenant professeur à l'École de travail social de l'UQAM (Université du Québec à Montréal) en 1999.

Fervent défenseur de la social-démocratie, Gérald Larose s'intéresse aux mouvements sociaux et au développement des capacités de la société civile. Il a fondé le Groupe d'économie solidaire du Québec. Il a également occupé le poste de secrétaire-trésorier du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire. Reconnu pour son humanisme, ses talents de négociateur, son sens de la communication et son engagement, il a reçu en 2008 la médaille des diplômés de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal « pour son éminente contribution au fonctionnement de la société civile québécoise ». Inquiet de la pérennité de la langue française en Amérique du Nord, il a présidé la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec (2000-2001). Gérald Larose est président du Conseil d'administration et du Comité exécutif de la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

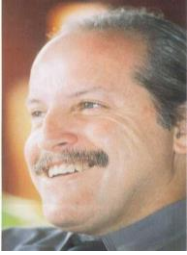
Viviane Michel, Québec, Canada



Femme innu, femme de culture et de tradition qui porte avec elle la fierté de son peuple. Elle devient militante et activiste dans sa communauté, Maliotenam. Bilingue (français et innu), Viviane Michel met un point d'honneur à valoriser les pratiques traditionnelles de sa nation et à promouvoir le respect de l'identité et de la culture des nations et des femmes autochtones. Intervenante de formation, elle a travaillé de 2007 à 2012 en tant qu'intervenante pour la Maison communautaire Missinak pour femmes autochtones victimes de violence ou en difficulté en milieu urbain à Québec, ce qui l'a menée à bien comprendre les problématiques liées aux femmes autochtones. Elle a aussi travaillé en santé communautaire pour les ex-pensionnaires dans un programme de Santé Canada pendant 4 ans.

Directrice de 2004 à 2010 de la Nation Innu pour Femmes Autochtones du Québec (FAQ-QNW), qui regroupe les 9 communautés innu, puis vice-présidente de 2010 à 2012 et présidente de 2012 à 2013, Viviane Michel est une femme de conviction qui valorise dans toutes ses actions la culture traditionnelle de sa nation et une ouverture à la réconciliation entre les peuples, à travers un travail d'alliance, pour un mieux-être et une meilleure cohabitation. Elle souhaite réveiller le leadership des femmes autochtones mais aussi de l'ensemble des peuples, et de conscientiser ceux-ci aux impacts de la colonisation, tout en dé-victimisant et en adoptant une approche de solidarité et d'alliance. Son but est d'éduquer, sensibiliser et conscientiser les Autochtones et non-autochtones sur les réalités et les enjeux relatifs aux peuples autochtones.

Javier Mujica Petit, Pérou



Chercheur, auteur et expert en droit et en sciences politiques, Javier Mujica Petit s'intéresse à la défense des droits humains depuis ses années d'études universitaires. Il est actuellement président du Centre de politiques publiques et des droits humains du Pérou (EQUIDAD). Durant de nombreuses années, il a œuvré au sein du mouvement syndical péruvien à titre de conseiller juridique, notamment auprès de la CGTP (Confédération générale des travailleurs du Pérou). Il a été coordonnateur régional de la Plate-forme interaméricaine des droits humains, de la démocratie et du développement (PIDHDD). Le Conseil national des droits humains (CNDH) et le ministère de la Justice et des droits humains (MINJUS) du Pérou l'ont chargé de rédiger la version préliminaire du Plan national pour les droits humains 2012-2016.

Il fut conseiller pour le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). De 2007 à 2010, il a représenté la Fédération internationale des droits humains (FIDH) auprès de l'Organisation des États américains (OEA). En 2013, il a été nommé conseiller de la Banque mondiale pour la rédaction de la Loi sur les droits des personnes handicapées. Javier Mujica enseigne à l'Institut de la démocratie et des droits humains de l'Université catholique du Pérou. Membre de la rédaction de la revue *Actualidad económica del Perú* (Actualité économique du Pérou) durant de nombreuses années, il compte une trentaine d'essais, d'articles, de livres et d'avis juridiques à son actif.

Antoni Pigrau Solé, Catalogne, Espagne



Antoni Pigrau Solé est professeur de droit international public. Il enseigne le droit international à l'Université Rovira y Virgili de Tarragona, où il a mis sur pied une Clinique juridique de l'environnement. Il dirige le Centre d'études du droit environnemental de Tarragona (CEDAT) depuis 2007 ainsi que la Revue catalane de droit environnemental depuis 2009. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont un livre sur la compétence universelle: *La jurisdicción universal y su aplicación en España: la persecución del genocidio, los crímenes de guerra y los crímenes contra la humanidad por los tribunales nacionales* (2009). Il travaille à présent pour un projet d'envergure financé par les institutions européennes sur la justice environnementale (www.ejolt.org). Depuis 1998, M.Pigrau Solé est le correspondant pour l'Espagne du *Yearbook of International Humanitarian Law*, édité par le T.M.C.Asser Institut, La Haye. Il est aussi membre du Conseil de rédaction de la *Revista Española de Derecho Internacional* et du conseil des gouverneurs de l'Institut catalan international pour la paix (ICIP), mis sur pied par le Parlement catalan.

Gianni Tognoni, Italie



Gianni Tognoni est Secrétaire général du Tribunal permanent des peuples (TPP) depuis sa fondation en 1979. Médecin et docteur en philosophie, Gianni Tognoni est l'un des plus importants experts mondiaux des politiques sanitaires et pharmaco-épidémiologiques. Il est directeur de l'Institut de recherches pharmacologiques Mario Negri Sud, qui réalise des études indépendantes dans les principaux secteurs de la médecine et dans les politiques du médicament. Il compte à son actif de nombreux livres et articles scientifiques, et a reçu plusieurs doctorats honorifiques. Conseiller permanent de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ses activités scientifiques s'allient à son engagement pour la justice.